

Direction de la Stratégie

La Directrice générale

Direction départementale du Loir-et-Cher

à

Affaire suivie par :

Madame la Présidente du Conseil de surveillance  
EHPAD Centre de soins André Gibotteau  
107 Boulevard Kennedy  
41100 VENDOME

Secrétariat de la DD (ARS-DD41)

N/Réf : 2025-DS-096

V/Réf : votre courrier du 13/02/2025

Date : 04 AVR. 2025

Lettre R.A.R. n° 2C17211985446

**Objet : 41\_VENDOME\_EHPAD CENTRE DE SOINS ANDRE GIBOTTEAU\_contrôle sur pièces du 08 avril 2024\_notification décisions administratives définitives.**

Madame la Présidente,

L'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) Centre de soins André Gibotteau situé 107 boulevard Kennedy à VENDOME (41) a été contrôlé par mes services, à compter du 08 avril 2024, date de la demande de transmission des pièces sur l'outil « Collecte-pro ».

Le 14 janvier 2025, je vous ai fait part des mesures que j'envisageais de prendre sur la base du rapport remis par la mission de contrôle et je vous demandais alors de me faire part de vos observations sur celles-ci dans un certain délai.

Par courrier du 13 février 2025, vous me les avez adressées et elles ont fait l'objet d'une analyse interne, notamment par la mission de contrôle.

Vous y déclariez avoir procédé à la mise en œuvre de certaines de ces mesures correctives et vous en attestiez par l'envoi de preuves documentaires : j'en prends acte, étant précisé que la parfaite exécution de l'ensemble de ces mesures et leur maintien dans la durée relèvent de votre responsabilité, sous le bénéfice, par mes services, du suivi du contrôle.

Au final, au regard de vos premiers éléments de réponses, et après les avoir mises à jour au vu de vos éléments de réponse, je confirme l'ensemble des mesures envisagées, à l'exception de celles déjà mises en œuvre, leur conférant ainsi la nature de décisions administratives définitives : vous en trouverez la liste dans le tableau joint.

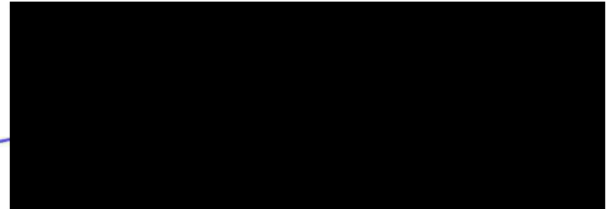
Dans le respect des échéances formalisées dans ce même tableau, vous voudrez bien adresser désormais aux services de la Direction départementale (cf. *supra* l'adresse électronique de son secrétariat) les preuves documentaires de la mise en œuvre des mesures afin de permettre leur levée.

Le non-respect cumulé de plusieurs mesures d'injonctions dans les échéances fixées est susceptible d'entraîner la mise en place d'une sanction administrative (administration provisoire, indemnités journalières, sanctions financières, cessation partielle ou totale, provisoire ou définitive de l'activité d'accueil de résidents).

Par ailleurs, les informations relatives à la protection des données personnelles sont annexées au présent courrier.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice générale de l'ARS et par délégation,



Directeur de la Stratégie

Copie :

- Direction de l'établissement
- Conseil Départemental de Loir-et-Cher

*Dans le délai de deux mois à compter de sa notification à la personne bénéficiaire, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et/ou d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le tribunal compétent par voie postale à l'adresse Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLÉANS ou par voie électronique via l'application Télérecours : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

## MESURES ADMINISTRATIVES ENVISAGÉES PAR LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ARS CENTRE-VAL DE LOIRE

## RÉTABLISSEMENT DES GARANTIES NÉCESSAIRES À L'ACCUEIL DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Nature des mesures, hors cas de l'urgence :

- « recommandation » : manquement à risque faible objet d'une remarque en l'absence de référence juridique
- « prescription » : risque avéré, latent, lié à un écart constaté ; écart = non-conformité à une référence juridique fixant une obligation de faire ou de ne pas faire
- « injonction » : risque patent, critique lié à un écart constaté ; doit être prévue par une mesure « lourde », fixée par la loi (exécution ordonnée, astreintes & sanctions financières, administration provisoire, suspension/cessation, action sur les autorisations,...) : exemples : art. L. 313-14 à -18 CASF, L6122-13 CSP.

2024_CVL_00048		41_VENDOME_EHPAD Centre de soins André Gibotteau					410004378	
Contrôle du 08/04/2024								
N°	LIBELLÉ	NATURE			JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes	ÉCHÉANCE		
		RECOMMANDATION	PRESCRIPTION	INJONCTION				
I. GOUVERNANCE								
1.1	· Respecter la capacité d'accueil de l'établissement en conformité avec l'autorisation en précisant l'occupation de l'accueil de jour sur la période de référence du contrôle		X		Arrêté d'autorisation	Réalisé_sans objet		
1.3	• Justifier de locaux dédiés à l'accueil de jour		X		Circulaire DGCS/SD3A n°2011-44 du 29 novembre 2011 relative aux modalités d'organisation de l'accueil de jour	Réalisé_sans objet		
	• Justifier de locaux dédiés à l'UHR		X		Article D312-155-0-2 du CASF	Réalisé_sans objet		
	• Disposer de locaux dédiés à l'unité sécurisée	X			Recommandation ANESM - L'accompagnement des personnes atteintes d'une maladie d'Alzheimer ou apparentée en établissement médico-social - Février 2009	Réalisé_sans objet		
1.4	• Élaborer un projet de service spécifique à l'UHR, avec validation des instances		X		Article D312-155-0-2 du CASF	4 mois		
	• Élaborer un projet de service spécifique à l'accueil temporaire (accueil de jour), avec validation des instances		X		Article D312-9 du CASF	4 mois		
1.5	• Disposer d'un règlement de fonctionnement en cours de validité, avec validation des instances		X		Article R311-33 du CASF	6 mois		
1.12	• Disposer d'un plan bleu révisé annuellement			X	Article R311-38-1 du CASF	3 mois		
II. FONCTIONS-SUPPORT								
2.1	• Disposer d'un temps d'ergothérapeute ou de psychomotricien dédié à l'unité d'hébergement renforcé			X	Article D312-155-0-2 III du CASF (UHR)	Réalisé_sans objet		
	• Disposer d'un temps de psychologue dédié à l'unité d'hébergement renforcé			X		Réalisé_sans objet		
	• Assurer une présence d'un assistant de soins en gérontologie et d'un temps infirmier à l'unité d'hébergement renforcé			X		Réalisé_sans objet		
	• Justifier la qualification de ces personnels (hors infirmier), y compris vacataires		X			Réalisé_sans objet		
2.2	• Assurer une présence adaptée de personnels soignants qualifiés dédiés à l'unité d'hébergement renforcé chaque nuit			X	Article D312-155-0-2 III du CASF	Réalisé_sans objet		
III. PRISE EN CHARGE								
3.1	• Disposer du règlement de fonctionnement au sein du livret d'accueil		X		Article L311-4 du CASF	15 jours		
3.4	• Élaborer un projet d'accompagnement personnalisé pour chaque résident			X	Article L311-3 7° du CASF Article D312-155-0 (3°) du CASF	12 mois		
3.12	• Réévaluer régulièrement les contentions	X			Recommandation HAS - Limiter les risques de la contention physique de la personne âgée - Octobre 2000	Réalisé_sans objet		



### **Annexe 1 : Protection des données personnelles**

Pour mener à bien ses missions de contrôle et d'inspection, l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire procède à un traitement en application des dispositions inscrites à l'article 6-1 c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016.

Dans ce cadre, les données collectées sont communiquées aux membres des équipes d'inspection et de contrôle, à la Mission Inspection Contrôle ainsi qu'aux personnes, internes ou externes à l'ARS, chargées de gérer leurs suites. En tant que de besoin, elles peuvent être communiquées aux Ordres professionnels et aux Procureurs de la République.

Elles sont conservées tant que de besoin pour assurer le suivi des mesures et font l'objet d'une destruction à échéance des besoins de conservation.

De plus et conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au RGPD et dans les conditions prévues par ces mêmes textes, les personnes dont les données personnelles font l'objet d'un traitement disposent d'un droit d'accès, de rectification, de modification des données les concernant, dont le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en donne le détail : <https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles>

Toute demande d'exercice de ces droits ou toute question relative au traitement des données est à effectuer auprès du Responsable des traitements ou de la Déléguée à la Protection des Données (DPO) de l'ARS Centre-Val de Loire :

- par courriel :

[ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr](mailto:ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr)

- à défaut, par courrier :

Déléguée à la protection des données  
Secrétariat Général  
ARS Centre-Val de Loire  
131 rue du faubourg Bannier – BP 74409  
45044 ORLÉANS Cedex 1

Toute demande de réclamation est à adresser auprès de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/adresser-une-plainte>